



Burundi : Elections législatives et communales prévues en juin 2025 : défis et enjeux

« La démocratie ne fonctionne pas si les gens ne peuvent pas faire confiance au processus électoral. »

Barack OBAMA

9 mai 2025

À l'approche des élections des députés et des conseillers communaux prévues en date du 5 juin 2025, après le lancement officiel de la campagne électorale par le président de la République Evariste Ndayishimiye en date du 9 mai 2025 à Gitega, dans la capitale politique du Burundi, le mouvement Tournons La Page Burundi (TLP-Burundi) souhaite exprimer ses préoccupations par rapport à un processus peu crédible qui inscrit le Burundi dans la continuité de la mauvaise gouvernance du parti au pouvoir le CNDD-FDD.

Ces élections se déroulent dans un climat socio-politique tendu, marqué par des restrictions persistantes sur les libertés civiles, une fermeture de l'espace démocratique et une faible confiance entre les institutions électorales et la population.

Le processus en cours devrait impérativement rompre avec les pratiques du passé qui ont contribué à des crises postélectorales récurrentes, surtout la crise politique de 2015 non encore résolue et presque oubliée et dont les conséquences dans différents domaines du pays persistent.

Ces élections vont s'organiser dans un contexte socio-économique tendu avec une situation de pauvreté extrême, un manque criant de carburant et un mécontentement de la population en l'absence des initiatives et réformes nécessaires pour faire face à cette situation.

TLP-Burundi déplore une opacité inquiétante dans la préparation des élections, notamment dans la composition et l'indépendance effective de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Des irrégularités ont été observées : on citerait par exemple le processus d'enrôlement forcé des électeurs et l'accès non équitable à l'information électorale. De plus, les futurs membres des bureaux de vote et des observateurs électoraux membres du CNDD-FDD ont été les principaux bénéficiaires des formations de la CENI en excluant les candidats de l'opposition.

Les libertés d'association, de réunion et d'expression restent fortement restreintes. La coalition "Burundi Bwa Bose" constituée des partis politiques d'opposition tels que le FRODEBU, le CNDD, le CODEBU et le FDS Sangira signale des entraves à ses activités, de même que les acteurs de la société civile et les journalistes sur le terrain qui continuent d'être l'objet de pressions et d'intimidations.

Dans plusieurs provinces, des cas d'intimidations, d'arrestations arbitraires et d'agressions contre des militants politiques ou des journalistes ont été rapportés. Ce climat de peur nuit gravement à la participation citoyenne.

Des membres de l'opposition sont arrêtés arbitrairement pour des mobiles politiques. Nous pouvons citer à titre illustratif quelques cas :

Le 24 mars 2024, la police de la commune Kayokwe a arbitrairement arrêté Tharcisse Nshimirimana, représentant provincial de la jeunesse du parti politique CNL, et amené au cachot communal de Kayokwe sans mandat et sans qu'aucun motif d'arrestation ne lui soit communiqué.

En date du 17 avril 2025, Pontien Ndayikeza, membre du parti politique CNL, a été arrêté sous forme d'enlèvement par des agents du Service national de renseignement (SNR) dans la zone de Buyenzi, commune Mukaza en Mairie de Bujumbura, sans qu'il soit informé des mobiles de son arrestation. Il a été transféré dans la prison de Mpimba, tout comme Edouard Nzambimana, responsable du parti CNL dans la commune de Mukaza en Mairie de Bujumbura, lui aussi membre du CNL arrêté dans les mêmes conditions le 7 avril 2025.

Dans la nuit du 2 mai 20025, Jonas Niyomwungere, membre du parti de l'opposition Sahwanya-FRODEBU et affilié à la coalition Burundi Bwa Bose, a été agressé à la machette et grièvement blessé sur la colline Kabo, commune de Nyanza-Lac dans la province de Makamba, par des membres de la jeunesse Imbonerakure dirigés par Benjamin Niyoyankunze. De plus, les imbonerakure de la localité ont empêché la police d'appréhender les suspects dans ce crime, ce qui démontre que cette jeunesse du parti au pouvoir use de la force et ne respecte pas la loi.

Ces cas sont loin d'être isolés dans un contexte de recrudescence des actes d'intimidation à l'endroit des militants de l'opposition en toute impunité avec l'inertie des autorités habilitées à rendre la justice aux victimes.

La population déplore que les administratifs à la base ne cessent de préférer des menaces à la population qu'elle doit impérativement élire les mandataires du CNDD-FDD, sinon qu'elle subira la colère du parti au pouvoir.



Ces messages ont même été tenus lors des rassemblements publics dans les provinces de Kayanza, de Makamba, de Bubanza et de Gitega.

TLP-Burundi rappelle que les élections doivent être une opportunité de consolidation de la paix et de dialogue politique. Un processus électoral crédible est essentiel pour renforcer la légitimité des institutions et la stabilité politique du pays.

TLP-Burundi appelle tous les Burundais à rester vigilants, engagés et pacifiques dans la défense de leurs droits civiques.

Anitha GATERETSE
Coordinatrice nationale/TLP-Burundi

